

## 9.1 PERSONNE RESPONSABLE

### —Responsable du Document de Référence et du Rapport Financier Annuel

M. Jean-Dominique Senard, Président de la Gérance.

#### Attestation du responsable du Document de Référence et du Rapport Financier Annuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion (chapitre 2 du présent Document de Référence) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux qui contient une observation technique, figurant au chapitre 7.2 du présent Document de Référence.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, incorporés par référence au chapitre 9.3 du présent Document de Référence, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, incorporés par référence au chapitre 9.3 du présent Document de Référence, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, qui contient une observation technique.

Clermont-Ferrand, le 5 mars 2014.

Jean-Dominique Senard,  
Président de la Gérance

## 9.2 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

### 9.2.1 COMMISSAIRES AUX COMPTES

La loi française a institué un contrôle légal de caractère permanent par deux Commissaires aux Comptes indépendants. La vérification de la régularité, de la sincérité et de l'image fidèle des comptes constitue l'objectif principal de ce contrôle.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de 6 exercices, sur proposition du Conseil de Surveillance après examen du Comité d'Audit, et sont rééligibles. Ils contrôlent la régularité des comptes et exercent l'ensemble des missions de contrôle prévues par la loi. Les autres missions qui peuvent leur être confiées par Michelin ne sont pas de nature à porter atteinte à leur indépendance.

La Compagnie Générale des Établissements Michelin, structure de tête du groupe Michelin, a pour Commissaires aux Comptes :

#### PricewaterhouseCoopers Audit

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

Représentée par Éric Bulle, Associé  
Avec pour suppléant, Pierre Coll, associé du même Cabinet

#### Deloitte & Associés

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles

185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine

Représentée par Dominique Descours, Associé  
Avec pour suppléant, la société BEAS

195, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine

Il n'existe ni dépendance juridique, ni dépendance économique entre eux ou leurs firmes.

Le mandat des Commissaires aux Comptes arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

## 9.2 TABLEAU DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES ÉTABLISSEMENTS MICHELIN (CGEM)

Les tableaux suivants détaillent le total des honoraires hors taxes versés en 2012 et 2013 par le groupe Michelin à ses Commissaires aux Comptes.

### HONORAIRES 2013 DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES ÉTABLISSEMENTS MICHELIN (CGEM)

Années 2013 et 2012	PricewaterhouseCoopers				Deloitte				Total			
	(en milliers €)		(%)		(en milliers €)		(%)		(en milliers €)		(%)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Audit</b>												
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
▶ CGEM	285	214	7,2 %	5,0 %	245	214	7,9 %	6,9 %	530	428	7,5 %	5,8 %
▶ Filiales françaises intégrées globalement	631	555	15,9 %	12,8 %	588	569	18,8 %	18,4 %	1 219	1 124	17,2 %	15,2 %
▶ Filiales étrangères intégrées globalement	2 527	2 818	63,6 %	65,2 %	1 845	1 894	59,1 %	61,2 %	4 372	4 712	61,7 %	63,6 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes												
▶ CGEM	-	-	0,0 %	0,0 %	-	-	0,0 %	0,0 %	-	-	0,0 %	0,0 %
▶ Filiales intégrées globalement	211	394	5,3 %	9,2 %	134	138	4,3 %	4,5 %	345	532	4,8 %	7,1 %
<b>Sous-total Audit</b>	<b>3 654</b>	<b>3 981</b>	<b>92,0 %</b>	<b>92,2 %</b>	<b>2 812</b>	<b>2 815</b>	<b>90,1 %</b>	<b>91,0 %</b>	<b>6 466</b>	<b>6 796</b>	<b>91,2 %</b>	<b>91,7 %</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>												
Juridique, fiscal et social	296	266	7,5 %	6,2 %	171	99	5,5 %	3,2 %	467	365	6,6 %	4,9 %
Autres	21	73	0,5 %	1,6 %	137	180	4,4 %	5,8 %	158	253	2,2 %	3,4 %
<b>Sous-total Autres</b>	<b>317</b>	<b>339</b>	<b>8,0 %</b>	<b>7,8 %</b>	<b>308</b>	<b>279</b>	<b>9,9 %</b>	<b>9,0 %</b>	<b>625</b>	<b>618</b>	<b>8,8 %</b>	<b>8,3 %</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 971</b>	<b>4 320</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>3 120</b>	<b>3 094</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>7 091</b>	<b>7 414</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Les autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes concernent essentiellement :

- ▶ des procédures convenues de revue financière, comptable et informatique ;
- ▶ l'examen du Rapport d'Activité et de Développement Durable ; ainsi que
- ▶ diverses attestations (notamment liées à l'obtention de subventions).

Les autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement concernent essentiellement des revues de conformité concernant la documentation sur les prix de transfert ou les déclarations fiscales.

## 9.3 INCORPORATION PAR RÉFÉRENCE DES COMPTES 2011 ET 2012

Les informations suivantes sont incorporées par référence dans le présent Document de Référence :

- ▶ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent sont contenus dans le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 1<sup>er</sup> mars 2012 (D.12-0124) respectivement aux pages 152 à 209 et 210.

- ▶ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent sont contenus dans le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 1<sup>er</sup> mars 2013 (D.13-0094) respectivement aux pages 164 à 222 et 223.